 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra	Manuel technique exploitation (Entretien courant des routes nationales)  <b>Fiche technique</b> Bâtiments des infrastructures d'exploitation IBB	<b>26 010-09010</b>
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  <b>Office fédéral des routes OFROU</b>	<b>Prescriptions cantonales applicables aux centres d'entretien et autres bâtiments des routes nationales</b>	V1.00 18.05.2011 L041-2275
Division Infrastructure routière I		page 1 sur 3

## Table des matières

1	Contexte.....	1
2	Principes d'application des prescriptions cantonales aux bâtiments des routes nationales.....	1
3	Compétences et responsabilités .....	1
4	Facturation et décomptes .....	2
5	Annexe.....	3

## 1 Contexte

La reprise des centres d'entretien par la Confédération soulève la question des prescriptions cantonales applicables à la construction et à l'exploitation des bâtiments des routes nationales. Les autorisations de construire, l'assurance des bâtiments et la police du feu en particulier font l'objet de discussions.

La présente circulaire décrit comment les prescriptions cantonales sont mises en œuvre dans le cas des centres d'entretien. Elle s'applique par analogie aux autres bâtiments qui constituent des parties intégrantes des routes nationales selon le droit des routes nationales (sauf aux installations annexes [aires de ravitaillement], qui relèvent de la responsabilité des cantons qui en sont propriétaires).

## 2 Principes d'application des prescriptions cantonales aux bâtiments des routes nationales


- La construction, l'aménagement et l'entretien des bâtiments des routes nationales doivent être approuvés selon la procédure définie dans la LRN/l'ORN. Des autorisations de construire cantonales/communales ne sont pas requises<sup>1</sup>.
- Les prescriptions cantonales (en matière d'assurance des bâtiments par ex.) et les normes de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) relatives aux bâtiments doivent en principe être appliquées aux centres d'entretien ; toutefois, aucune assurance ne sera conclue.
- Sont réservées les prescriptions cantonales qui limitent de manière disproportionnée la construction et l'exploitation des centres d'entretien. Les différences par rapport aux directives de l'OFROU doivent être examinées avec les spécialistes techniques de l'OFROU.
- La conformité des bâtiments existants aux dispositions légales des cantons doit être contrôlée régulièrement. Cette tâche peut être déléguée aux autorités cantonales d'exécution.

## 3 Compétences et responsabilités

En tant que propriétaire d'ouvrage, l'OFROU assume les obligations suivantes :

- il élabore les projets de construction, d'aménagement et d'entretien conformément au droit des routes nationales ;
- il approuve certains projets : si les projets définitifs de construction et d'aménagement sont approuvés par le Département, les projets de détail relatifs aux centres d'entretien et aux constructions qui y sont liées sont approuvés par le domaine Exploitation conformément à la RSC. Par contre, les EES sont

<sup>1</sup> Des exceptions à cette règle ne sont admises que pour les centres d'entretien mixtes utilisés essentiellement par des tiers (cantons ou autres), soumis, à l'origine, à la procédure cantonale en matière d'autorisations, et après entente avec la filiale/FU/RDL.

 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra	Manuel technique exploitation (Entretien courant des routes nationales)  <b>Fiche technique</b> Bâtiments des infrastructures d'exploitation IBB	<b>26 010-09010</b>
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  <b>Office fédéral des routes OFROU</b>	<b>Prescriptions cantonales applicables aux centres d'entretien et autres bâtiments des routes nationales</b>	V1.00 18.05.2011 L041-2275
Division Infrastructure routière I		page 2 sur 3

approuvés par le Soutien technique en accord avec le domaine Exploitation selon la RSC (cf. Manuel technique – Fiche technique : approbation des projets d'intervention et de détail, I115-1046) ;


- il fait respecter et mettre en œuvre les principes énoncés au point 2 ;
- il est responsable de la réception des ouvrages, des inspections des ouvrages et des états des lieux ;
- il confère à l'unité territoriale la responsabilité du maintien de la sécurité et de la prise des mesures nécessaires durant la phase d'exploitation.

En tant qu'utilisatrice des centres d'entretien, l'unité territoriale est tenue quant à elle :

- de garantir la sécurité durant la phase d'exploitation et de notifier les lacunes éventuelles au domaine Gestion du patrimoine de la filiale ;
- de garantir le respect des prescriptions relatives à l'exploitation et de conclure les contrats nécessaires au contrôle des dépôts de carburants, des ascenseurs, des systèmes d'évacuation des eaux, des extincteurs, etc. ;
- de confier, si elle ne peut s'en charger elle-même, les contrôles périodiques du respect des prescriptions relatives à la construction et à l'exploitation à un autre organe, de préférence à un organe cantonal existant.

#### 4 Facturation et décomptes

- L'OFROU prend en charge les coûts de planification et d'exécution liés à la construction, à l'aménagement et à l'entretien des centres d'entretien. Dans le cas de bâtiments à utilisation mixte, une clé de répartition devra être convenue par contrat.
- Les mesures ponctuelles sont financées via les travaux mineurs du gros entretien.
- Les contrôles périodiques des installations (issues de secours, dépôts de carburants, ascenseurs, systèmes d'évacuation des eaux, extincteurs, etc.) réalisés par les unités territoriales sont comptabilisés dans les contrats de prestations.
- L'entretien courant des installations est comptabilisé dans les frais généraux des contrats de prestations.

 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra	Manuel technique exploitation (Entretien courant des routes nationales)  <b>Fiche technique</b> Bâtiments des infrastructures d'exploitation IBB	<b>26 010-09010</b>
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  <b>Office fédéral des routes OFROU</b>	<b>Prescriptions cantonales applicables aux centres d'entretien et autres bâtiments des routes nationales</b>	V1.00 18.05.2011 L041-2275
Division Infrastructure routière I		page 3 sur 3

## 5 Annexe

### Explications relatives à la LRN/l'ORN et aux prescriptions applicables

Les routes nationales et leurs parties intégrantes au sens de l'art. 2 de l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111) sont construites selon la procédure d'approbation des plans définie dans le droit sur les routes nationales. La loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) en particulier est déterminante.

Conformément à l'art. 26 de la LRN, aucune autorisation ni aucun plan relevant du droit cantonal ne sont requis dans le cadre de la procédure d'approbation des plans. Le droit cantonal doit toutefois être pris en compte dans la mesure où il n'entrave pas de manière disproportionnée la construction et l'exploitation des routes nationales.

Au vu de ce qui précède, l'OFROU n'est en principe pas soumis au droit cantonal pour ce qui est de l'exploitation de ses installations, dont les centres d'entretien font partie conformément à l'art. 2, let. f, ORN. Si les prescriptions cantonales de police des constructions (par ex. loi sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers du canton de Berne) ne sont pas directement applicables, elles doivent être prises en compte dans la mesure où elles n'entravent pas de manière disproportionnée la construction et l'entretien des centres d'entretien.

Le droit des routes nationales ne comporte aucune disposition de police des constructions ou de police du feu spécifique pour les centres d'entretien ou les autres bâtiments des routes nationales. Si l'OFROU ne dispose pas non plus de bases garantissant une protection suffisante des bâtiments et des personnes qui s'y trouvent, les prescriptions cantonales en matière de sécurité des bâtiments devront être appliquées. Cette approche est tout à fait pertinente, puisqu'elle permet de recourir au savoir-faire des autorités cantonales spécialisées.

Puisque l'OFROU n'est pas soumis directement aux prescriptions cantonales dans le cadre de la procédure d'approbation des plans définie dans le droit sur les routes nationales, les cantons ne peuvent pas lui imposer des conditions en matière de construction et d'exploitation. Ils ne sont donc en principe pas non plus autorisés à examiner si les prescriptions cantonales sont observées et à procéder à des contrôles périodiques à cette fin. Ce type de vérification constituerait néanmoins pour l'OFROU un instrument approprié pour évaluer la sécurité de ses installations. Il faut aussi tenir compte du fait que les cantons sont en principe également responsables du service du feu pour les bâtiments des routes nationales.

Par ailleurs, en tant que propriétaire d'ouvrage, l'OFROU (ou la Confédération) est responsable de la sécurité de ses installations ; les insuffisances en la matière doivent absolument être évitées, pas uniquement eu égard à la responsabilité conférée au propriétaire d'ouvrage.

Conformément à l'art. 62e, al. 2, de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA ; RS 172.010), les dispositions cantonales et communales régissant les obligations en matière d'assurance ne s'appliquent pas à la Confédération. En d'autres termes, les bâtiments dont cette dernière est propriétaire ne sont pas soumis à l'assurance immobilière prescrite par les cantons.